Prolétaires de tous les pays, unissez vous!



n° 43
p.a.f. 0,60 € - **juin 2014**

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Après les élections :
Le patronat continue sa guerre de classe contre les travailleurs

Dans ce numéro:

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Dehaene : une vie au service des banquiers et des patrons



C'est la coutume, plus un homme politique a porté de coups contre les travailleurs, plus sa mort doit susciter d'éloges dans les commentaires officiels. Selon cette logique, Jean-Luc Dehaene a eu droit aux louanges qu'il méritait. Issu du Mouvement Ouvrier Chrétien, il a gravi les échelons au sein du CVP pour devenir chef de cabinet dans le gouvernement Martens-Gol, resté dans les mémoires des travailleurs des années 80 pour ses mesures d'austérité et les sauts d'index à répétition.

En 1992, Dehaene devient premier ministre du gouvernement CVP-PS qui impose « le plan global » : le gel des salaires, l'introduction de l'index santé (une invention du PS) qui exclu les coûts du carburant, du tabac et de l'alcool, une augmentation de la TVA, 1,2 milliards d'euros d'austérité aux travailleurs… et les inévitables cadeaux fiscaux au patronat. Cette attaque avait provoqué, entre novembre et décembre 1993, deux semaines de grèves se généralisant en Flandre et en Wallonie. C'est là que le PS et les appareils syndicaux sont venus au secours de Dehaene, en pesant de tout leur poids pour paralyser cette riposte de la classe ouvrière.

Après avoir longuement servi les patrons en tant qu'homme politique, Dehaene a pu directement leur offrir ses services, et son carnet d'adresses, lors de sa reconversion en tant qu'administrateur chez AB-Inbev, Lotus Bakeries, Umicore, Dexia … En 2012, dans sa déclaration de patrimoine en tant que député européen, Dehaene devait reconnaître qu'il avait « oublié » de déclarer au fisc belge 3 millions d'euros de bonus touchés comme administrateur de ces grands groupes, bonus qui récompensent d'ordinaire les emplois supprimés, les salaires perdus par les travailleurs et convertis en dividendes !

Jean-Luc Dehaene a terminé sa carrière en tant que vice-président de Dexia en 2012, où il feignait de découvrir avec son complice Pierre Mariani que cette banque « n'était plus qu'un fond spéculatif » que les contribuables devaient renflouer à coup de milliards d'euros.

Dehaene est mort, mais des politiciens de cet acabit, la bourgeoise peut s'en offrir tant et plus. Face à eux, les travailleurs doivent se regrouper dans leur propre parti, un parti communiste-révolutionnaire !

Qui sommes nous

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

http://www.lutte-ouvriere.be

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)
Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :
Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Utiliser son bulletin de vote pour exprimer son opposition à la dictature du capital

Le 25 mai, ce sera les élections. Mais que les majorités changent dans les parlements, fédéral, régionaux et européen, cela ne changera rien pour les travailleurs. Leur sort ne dépend pas de la composition ou des décisions de ces parlements.

Car derrière le jeu électoral et les gouvernements, ce sont ceux qui possèdent les capitaux, les usines et les banques qui détiennent le pouvoir. C'est cette classe très minoritaire de possédants qui a le pouvoir, même celui de condamner des régions entières au chômage et de laisser rouiller les usines. Elle a le pouvoir de gaspiller l'argent issu des richesses produites par les travailleurs en produits de luxe, ou pire, dans la spéculation.

Ces grandes fortunes n'ont pas besoin du bulletin de vote pour dicter aux gouvernements leurs politiques. Elles prennent le téléphone pour obtenir les lois qui leur conviennent, si ce n'est pas le ministre qui se déplace en personne. Et elles n'ont certainement pas l'intention de laisser quiconque empiéter sur leurs fortunes !

Les partis socialistes nous disent qu'avec eux au gouvernement, l'attaque sera moins brutale. Que sans eux, les partis de droite et les nationalistes baisseront les salaires et les allocations encore plus vite, détricoteront le pays encore plus. Mais ce n'est pas vrai !

De compromis en compromissions, les dirigeants du PS et du SP.A n'ont nullement protégé les travailleurs contre l'offensive patronale et n'ont empêché aucun licenciement. Au contraire, en privant de nombreux travailleurs au chômage de leurs allocations, les partis socialistes ont contribué à appauvrir les travailleurs. Quant aux dirigeants syndicaux qui se sont alignés derrière les socialistes, ils ont contribué à démobiliser et désarmer les travailleurs.

C'est sous la direction des socialistes que ce gouvernement sortant a réalisé la plus grande réforme de l'État qui sépare un peu plus la Belgique, et qui est aussi un énorme plan d'austérité qui déploiera ses méfaits dans les années à venir. De la première jusqu'à la dernière minute, le gouvernement a été au service des riches, en dépouillant les classes laborieuses.

Les compromis et compromissions des dirigeants socialistes n'ont pas non plus fait barrage à la montée de la N-VA et des courants d'extrême-droite qui s'appliquent à opposer les travailleurs les uns aux autres, travailleurs flamands contre wallons, belges contre immigrés, ce qui facilite leur exploitation par les patrons et rend plus difficile la révolte contre la misère. Ces faux socialistes ont en fait préparé le terrain pour la montée du nationalisme et de l'extrême-droite.

Les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs luttes et sur leur unité dans ces luttes pour changer la société dans un sens plus humain. Ils constituent la seule force capable de mettre en cause le pouvoir de la classe capitaliste.

Les travailleurs n'ont pas à choisir l'une ou l'autre des équipes de politiciens qui vont leur faire les poches pour mieux servir les riches. Mais ils ne doivent pas non plus laisser passer cette occasion de s'exprimer et de faire entendre leurs propres exigences.

C'est pourquoi Lutte Ouvrière présente des candidats aux élections fédérales, dans la seule circonscription du Hainaut, car nous n'avons pas encore la force de nous présenter partout à toutes les élections. Mais voter Lutte Ouvrière (liste n° 35) permettra d'affirmer son opposition, non seulement à l'équipe du gouvernement, mais aussi à ses maîtres, les patrons, et à tout leur système capitaliste où le profit prime sur tout.

Voter Lutte Ouvrière c'est contribuer à faire connaître des mesures indispensables pour le monde du travail et donc la majorité de la population, à commencer par l'interdiction des licenciements, la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire, mais aussi la levée du secret des affaires et du secret bancaire pour permettre le contrôle des comptes des entreprises, des banques et de leurs actionnaires par les travailleurs ! Qu'on regarde où va l'argent !

Ces revendications ne pourront être appliquées qu'avec des luttes, des grèves et une mobilisation importante de la classe ouvrière, assez forte et déterminée pour menacer directement le pouvoir et la propriété de la classe capitaliste. Elles s'inscrivent dans la perspective de l'abolition du capitalisme et de la mise en place d'une société basée sur la solidarité et la coopération: le communisme.

Dans toutes les autres circonscriptions et scrutins où nous ne sommes pas, Lutte Ouvrière appelle à voter pour les candidats qui se réclament du communisme.

Alors, dans le Hainaut, votez et faites voter pour votre propre camp, celui des travailleurs : votez Lutte Ouvrière !

Au lendemain des élections : les problèmes des ministrables... et ceux des travailleurs

Les élections sont terminées, et le ballet des visites chez le roi a commencé en vue de former une coalition de gouvernement.

Les négociations risquent d'être difficiles pour se partager les places, avec une N-VA dominante en Flandre et un Parti Socialiste qui a perdu des voix, mais reste dominant en Wallonie.

Que ce soit avec ou sans la N-VA, avec ou sans le PS, que la formation du gouvernement prenne un mois ou un an, le prochain gouvernement fédéral, tout comme les gouvernements régionaux et la nouvelle Commission européenne, sera un gouvernement de combat contre la classe ouvrière. La classe patronale continuera de mener la lutte des classes contre les travailleurs pour leur faire payer la crise de leur système capitaliste.

Dans tous les cas de figure, les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs luttes collectives et la conscience de leurs intérêts communs pour défendre leurs intérêts.

Les résultats de Lutte Ouvrière

Pour la première fois, Lutte Ouvrière a participé aux élections en Belgique. En fonction de nos forces encore limitées, nous avons présenté une liste dans la seule province du Hainaut. Elle a obtenu 3 539 voix soit 0,48 % à l'échelle de la circonscription.

Les électeurs de Lutte Ouvrière se sont prononcés pour un programme de défense des travailleurs, de tous ceux qui ont besoin d'un salaire pour vivre: l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous, sans perte de salaire et en prenant sur les profits; la levée du secret des affaires pour que les travailleurs puissent contrôler où va l'argent, issu des richesses créées par eux.

Ces objectifs ne sont pas des objectifs pour un prochain gouvernement ou un prochain parlement. Ce sont des objectifs pour les luttes indispensables de la classe ouvrière pour éviter de tomber dans le chômage et après dans la misère.

C'était la seule liste en présence qui se réclamait du communisme et des luttes de la classe ouvrière. Nous avons invité les travailleurs à utiliser leur bulletin de vote sans illusion, pour exprimer leur colère contre le patronat et ses serviteurs au gouvernement et aider à faire connaître des objectifs pour les luttes à venir, pour que ces luttes ne soient pas entraînées dans des impasses par les dirigeants syndicaux ou les démagogues nationalistes.

Par leur vote les électeurs de Lutte Ouvrière ont aussi exprimé leur opposition à tous ces courants politiques qui visent à diviser la classe ouvrière en tournant la peur et la colère contre les travailleurs immigrés ou encore contre l'autre communauté linguistique du pays.

Pour défendre les intérêts de la majorité de la population qui n'exploite personne – ouvriers, employés, commerçants et artisans – il faut un courant communiste révolutionnaire, pour que la classe ouvrière ne se trouve pas désarmée devant les capitalistes et tous les politiciens à leur service.



Contre les nationalismes,

Ces élections sont marquées par une nouvelle progression des voix de la N-VA. Aux élections fédérales, le parti nationaliste flamand a obtenu 32% des voix en Flandre. Avec 33 élus il devient le plus grand groupe au parlement fédéral. Ce sont surtout les voix de l'extrême-droite (Vlaams Belang et Dedekker) que la N-VA a récupérées. Le Vlaams Belang perd ainsi 24 de ses 33 sièges aux parlements fédéral et flamand.

Mais si les commentateurs se sont précipités pour déclarer que le Vlaams Belang était mort, les préjugés xénophobes, anti-ouvriers et séparatistes défendus par ce courant d'extrême-droite ne le sont pas. Ils se sont fondus dans le grand rassemblement hétéroclite de mécontents sous la bannière du nationalisme flamand de la N-VA, d'où ils continuent à répandre leur poison.

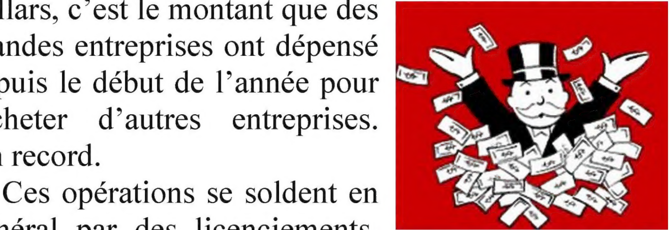
Pendant la campagne, les partis « classiques » flamands ont dénoncé l'orientation de la N-VA, de façon très hypocrite cependant, car tous, et jusqu'aux socialistes, ont nourri le nationalisme flamand.

Tous ont tenté de convaincre que scinder encore un peu plus le pays sera à l'avantage de tous les Flamands, y compris les travailleurs. Le gouvernement flamand avait promis des avantages fiscaux, des allocations familiales plus élevées. De toutes ces promesses, il ne reste rien. Ce sont les travailleurs flamands au chômage qui subissent aujourd'hui le mépris que les nationalistes flamands feignaient de dédier aux seuls chômeurs wallons. Oublié le « jobkorting », ce minuscule avantage fiscal accordé aux travailleurs, oublié les allocations familiales plus élevées. Aujourd'hui, le ministre-président flamand sortant dit que la réforme de l'État voudra surtout dire

Capitalisme en crise

C'est reparti pour un tour de Monopoly

1.300.000.000.000 (mille trois cent milliards) de dollars, c'est le montant que des grandes entreprises ont dépensé depuis le début de l'année pour racheter d'autres entreprises. Un record.



Ces opérations se soldent en général par des licenciements, pour faire encore plus de profits, profits pour lesquels les capitalistes n'ont pas d'autre utilité que refaire ce genre d'opérations destructrices.

Et les travailleurs devraient se contenter de se retrouver au chômage, parce que c'est soi-disant la crise ? Il faut interdire les licenciements et repartir le travail entre tous, sans perte de salaire. Que les profits servent à ceux qui les ont produits !

défendre les intérêts communs des travailleurs

« économiser, économiser, économiser », en tout cas pour ce qui concerne les dépenses au profit de la population. Les patrons et les banques peuvent continuer à compter sur les subventions du gouvernement flamand.

Du côté wallon, le PS a également joué sur la peur de la N-VA pour gagner des voix. Mais lui aussi a contribué à le nourrir. Les compromis du PS face aux exigences du patronat flamand comme du patronat en général n'ont fait qu'ouvrir la porte à une politique encore plus anti-ouvrière, peu importe qu'elle soit mise en œuvre par la N-VA elle-même ou que son rôle se limite à forcer une nouvelle fois la main aux ministres socialistes.

Et non, tous les travailleurs flamands ne sont pas pour la scission du pays. Le fait que les partis flamands au gouvernement n'aient quasiment pas payé leur politique au gouvernement fédéral et régional par une perte de voix montre que beaucoup de Flamands se défient du nationalisme et de la politique autoritaire, anti-ouvrière et anti-sociale de la N-VA.

Que des travailleurs aient voté N-VA reflète surtout le mécontentement face à un État fédéral qui ne défend que les intérêts des banques, des plus riches, et la perte des repères politiques. Et là aussi, les partis socialistes ont une responsabilité, eux qui ont tourné le dos aux intérêts des travailleurs et trahi les idées socialistes depuis longtemps.

Mais ce vote ne protégera de rien. Si la N-VA arbore un autre style et d'autres méthodes – plus autoritaires – que les partis traditionnels, le contenu en est le même : encore plus d'argent public pour le patronat, en faisant payer la population laborieuse. Tout ce personnel politique interchangeable est dans le même camp : celui de la bourgeoisie et de son système capitaliste.

C'est sur ce terrain qu'il faudra le combattre, en mettant en avant les intérêts communs des travailleurs qu'ils soient flamands, wallons ou immigrés, contre les capitalistes et leurs serviteurs dans les gouvernements.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS !

Poussée de l'extrême droite en France, en Grande-Bretagne ou au Danemark ; abstention record un peu partout ; progression du parti Syriza qui se situe, lui, plutôt à l'extrême gauche en Grèce, de même qu'en Espagne, où Izquierda unida et un nouveau parti, Podémos, ont fait de bons scores. D'un bout à l'autre de l'Europe, les partis au pouvoir ont été sanctionnés. Et pour cause : les classes populaires n'en peuvent plus des politiques d'austérité menées au pas de charge par les gouvernements.

Mais exprimer son écœurement est une chose, peser pour un changement favorable aux intérêts de la classe ouvrière en est une autre. C'est particulièrement évident quand on fait le choix de l'extrême droite en croyant se faire entendre.

Partout en Europe il faudra reconstruire des partis communistes révolutionnaires qui militent pour que les travailleurs prennent eux-mêmes leur sort en main sans le remettre à des prétendus sauveurs suprêmes.

Echos des entreprises

Audi / VW - Forest

Avaler des gros camions n'est pas un signe de bonne santé

Le groupe Volkswagen participe à la rage des rachats en achetant l'entièreté du constructeur de camions Scania, en mettant 6,7 milliards d'euros sur la table. D'autres constructeurs de poids lourds seraient sur la liste d'achats.

Oui, les grandes entreprises débordent d'argent. Ce qui n'empêche pas les dirigeants de VW de récupérer leur mise sur le dos des travailleurs en réduisant le nombre de pièces différentes pour les différentes marques d'utilitaires, et les emplois qui vont avec.

Cette grave crise de boulimie est un symptôme parmi d'autres d'une nouvelle poussée de la crise économique. Il ne faut pas que les travailleurs se laissent faire ! Il faut prendre sur ces énormes profits dont les capitalistes ne savent plus que faire – sinon se racheter les uns les autres – pour exiger l'embauche des chômeurs ainsi que la revalorisation des salaires et des pensions.

Vive les grasses matinées

La direction veut obtenir un nombre illimité de samedis travaillés. Nos week-ends au service du Q3 et surtout des profits des actionnaires ? Et puis après… les dimanches et jours fériés ? Est-ce que les membres de la direction et les actionnaires ont des plans aussi nuls pour leurs samedis aussi ?

Vive les soirées tranquilles

La direction a aussi des idées pour nos soirées et voudrait nous faire travailler jusque 22h30. Elle semble vraiment croire qu'en dehors d'enrichir les patrons, nous n'avons rien à faire.

Une praline toutes les 97 secondes ?

La direction nous fait faire une formation où on apprend à « sentir » la voiture, « comme une praline ». Elle a juste oublié une chose : une praline, ça ne se déguste pas en courant…

Les entreprises de travail adapté : une exploitation honteuse

En 2013, plus de 8 000 personnes étaient occupées dans la cinquantaine d'Entreprises de Travail Adapté présentes en Wallonie. Mais plus que des institutions donnant un cadre valorisant aux travailleurs handicapés, ces entreprises - souvent des ASBL – sont devenues de véritables entreprises de sous-traitance qui permettent aux entreprises clientes de profiter d'une main d'œuvre bon marché, efficace et disposant de peu de moyens pour défendre leurs conditions de travail et leurs salaires.

Emballage, étiquetage, mise sous film, expédition, tris divers, travaux de logistique, call center, repassage… tous travaux répétitifs et onéreux en main d'œuvre, sont proposés, sur le site du client ou dans les ateliers de l'ETA même. Les supermarchés comme Carrefour y donnent leurs bons publicitaires à trier, Voo ses retours de télécommandes louées à nettoyer. Durobor fait emballer ses verres, Caterpillar fait fabriquer, trier et corriger des pièces, Schindler fait usiner des pièces, Infrabel fait fabriquer des poteaux de signalisation…

Les travailleurs employés en ETA ont la même pression de rentabilité que dans d'autres firmes de sous-traitance, mais les salaires ne dépassent pas toujours 1 100 euros pour un temps plein. Au début des ateliers protégés dans les années 60, le salaire payé était symbolique, le travailleur ayant souvent une pension d'handicapé suffisante pour vivre. Aujourd'hui, moins de 10% des personnes occupées en ETA ont une indemnité, elle-même insuffisante pour vivre.

C'est l'entreprise que l'AWIPH (Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes Handicapées) juge devoir indemniser pour « compenser la perte de rentabilité » par l'emploi d'un travailleur handicapé. Il y a pourtant bien des travaux pour lesquels les travailleurs handicapés peuvent s'avérer plus « rentables », par exemple en call center pour les personnes aveugles, des travaux manuels répétitifs comme l'emballage pour certaines déficiences mentales.

Il s'y ajoute souvent un traitement méprisant de la part des chefs qui, dans la recherche de rentabilité



(autrement dit des profits pour les grandes entreprises faisant appel aux ETA), profitent de la fragilité physique, psychique et matérielle des travailleurs dont on considère qu'ils « peuvent déjà être contents d'avoir un travail ». Il arrive que les chefs « oublient » d'accorder les augmentations ou les pauses auxquelles les travailleurs ont droit, et fassent des économies sur le chauffage…

L'intégration de la personne handicapée ? Oui, une partie des personnes handicapées sont intégrées… dans l'exploitation capitaliste et en tant que chair à exploiter. C'est dans les luttes à venir de la classe ouvrière pour se libérer de l'exploitation qu'elles seront intégrées en tant qu'êtres humains.

Interdiction des licenciements !

La direction d'AGC a rompu les négociations sur les propositions des syndicats qui avaient élaboré un plan industriel où 60 sur 180 emplois étaient maintenus.

Les patrons se moquent bien des syndicats qui élaborent des plans industriels et font des calculs sur la rentabilité d'une usine en Wallonie plutôt qu'ailleurs. Ils ont leur propre personnel pour ça.

Ce n'est pas la rentabilité de l'entreprise qui est le problème des travailleurs, mais que pour vivre, ils ont besoin d'un salaire. C'est quand les travailleurs s'organiseront pour ne plus accepter aucun licenciement, ni dans leur entreprise, ni dans d'autres, ni en Belgique, ni ailleurs, qu'ils parviendront à changer le rapport de force.

Patron en crise (spirituelle)

De la méditation, de la musique et des herbes, c'est avec ces armes que le patron de Colruyt fait tous les week-ends la chasse aux « esprits et émotions négatifs » dans ses bureaux principaux à Halle !

C'est sûr que des émotions négatives, il y en a chez Colruyt, vu les conditions de travail et les salaires imposés aux travailleurs et qui ont permis à la famille Colruyt de tripler sa fortune depuis 2000, à 2,27 milliards d'euros.

Pas sûr que Jef restera zen, quand la colère des travailleurs éclatera pour débarrasser les lieux du mauvais esprit patronal.

Holcim - Obourg : toujours les mêmes prétextes

Faire tourner l'usine avec 152 personnes, au lieu de 200, en imposant plus de flexibilité et de polyvalence : voilà le projet de la direction de la cimenterie Holcim à Obourg.

La direction invoque la baisse des ventes sur ses marchés ? Mais le volume de la production ne diminuera pas. Elle se justifie en expliquant que les concurrents font pression sur les prix ? Mais c'est le groupe Holcim lui-même qui met ses sites européens en concurrence !

Une fois encore, derrière le discours sur la compétitivité pour justifier les sacrifices et les suppressions d'emplois, il y a un groupe qui fait de plantureux bénéfices depuis de longues années.

Où sont passés les profits des années fastes ? Voilà la question que les travailleurs sont en droit de se poser, car ils permettraient certainement de maintenir tous les emplois en répartissant le travail entre tous, sans perte de salaire !

Pour une Europe débarrassée de la dictature des financiers

Le 25 mai, ce seront - entre autres - les élections européennes. Des élections qui se déroulent dans une situation qui devient dramatique pour une partie croissante de la population. Partout, le chômage augmente, les salaires reculent, le patronat généralise la flexibilité et intensifie le rythme de travail.

Partout, une part croissante de l'argent public est consacrée à payer des intérêts aux banques en engraissant les financiers. Pour ce faire, les États suppriment des emplois indispensables dans les services publics, dans les hôpitaux, dans l'enseignement. Ils procèdent à des coupes dans les dépenses sociales.

Partout, le patronat des grandes entreprises capitalistes trouve des gouvernements obéissants, de droite comme de gauche, qui imposent des politiques d'austérité à la majorité de la population.

La même question se pose partout : comment les travailleurs peuvent-ils enrayer le recul de leurs conditions d'existence matérielle et empêcher la décomposition de la vie sociale ? Comment s'opposer aux deux maux qui résument la folie de l'économie capitaliste, le chômage et le recul incessant du pouvoir d'achat ?

Dans cette situation, dans tous les pays européens, on voit apparaître des courants politiques qui prônent le retour à l'État national, et la dénonciation de l'Europe désignée comme responsable de tous les maux. Ils disent que l'Euro aurait fait monter les prix… D'après eux, ce serait l'Europe encore et la (très relative) ouverture des frontières qui permettraient d'exploiter des travailleurs venus des pays de l'Est à des salaires de famine dans les pays plus riches… Et ce serait l'Allemagne de Merkel qui obligerait tous les gouvernements à appliquer une politique d'austérité drastique ! Tout cela est faux!

Ce n'est pas parce qu'on retournerait aux monnaies nationales que les salaires seraient enfin suffisants. Au contraire, si les classes capitalistes ne voient plus d'autre issue que de recourir à cette mesure, c'est que la crise sera tellement forte, qu'ils tenteront plutôt de nous imposer des salaires encore plus bas.

Quant à l'austérité, il n'y a pas un chef d'État dans toute l'Europe qui avait besoin de Merkel pour être convaincu de faire payer les milliards distribués aux banquiers et capitalistes par les masses laborieuses. Tout au plus, il y a désaccord sur les montants d'argent public que les États peuvent dépenser pour continuer à soutenir les profits de « leurs » capitalistes. Mais dans un cas comme dans l'autre, tous sont d'accord pour prélever l'argent sur les classes populaires.

Quant à jouer sur la concurrence entre les travailleurs pour baisser les salaires, en faisant venir des travailleurs d'ailleurs, c'est ce que les capitalistes ont toujours fait, depuis le début même du capitalisme où ils embauchaient les femmes et même les enfants des ouvriers qu'ils payaient moins cher que les hommes. Exploiter les travailleurs jusqu'au sang, ils savent le faire, avec ou sans l'Europe.

Faire croire aux travailleurs que les frontières les protégeront contre l'exploitation, c'est leur mentir ! Ce n'est ni l'unification européenne, ni l'euro que les travailleurs ont à combattre, mais la dictature du grand capital, la dictature de leurs exploiteurs !

L'Europe est loin d'être unifiée. Les grands groupes capitalistes sont incapables de surmonter la concurrence qui les oppose les uns aux autres. Et leur Europe ne peut pas avoir d'autre apparence que le système capitaliste en général : celle d'une jungle où règne la loi du plus fort et où les gros mangent les petits. Un système qui enfonce l'humanité tous les jours un peu plus dans les crises, les guerres et la misère.

Pour le maintien de cette Europe capitaliste, les travailleurs n'ont pas plus de raisons d'accepter des sacrifices. Ils n'ont pas à choisir leur camp entre les pro- ou les anti-européens. Ils ont les intérêts de leur propre camp à défendre, celui des travailleurs :

Face au chômage, il faut commencer par interdire les licenciements et répartir le travail entre tous sans diminution des salaires.

Il faut augmenter les salaires, les pensions et allocations et imposer leur véritable indexation sur les prix, sous le contrôle des travailleurs. Si les capitalistes prétendent qu'ils n'ont pas les moyens, qu'ils ouvrent donc leurs comptes ! La population pourra alors constater que ce n'est pas vrai.

Quand les travailleurs d'un pays, puis d'un autre, commenceront à se rassembler sous ce drapeau de la défense des intérêts de la classe ouvrière, ils auront non seulement les moyens de stopper la catastrophe sociale en cours, mais aussi les moyens de réellement unifier l'Europe et de la baser sur la réelle solidarité entre les exploités de tous les pays qu'ils tisseront dans ces luttes.

Turquie : plus de 300 morts à la mine de Soma : ce n'est pas un accident, c'est un crime

Selon les chiffres officiels, 301 travailleurs ont perdu la vie dans l'accident survenu le 14 mai dans la mine de lignite de Soma, en Turquie. Quatre jours après l'incendie qui a été au départ de l'accident, son patron Alp Gürkan est sorti de son silence. Dirigeant de la société qui loue la mine à l'État et l'exploite en échange d'une redevance, il a tenu une conférence de presse aux côtés de trois autres responsables.

« Nous ne connaissons pas les raisons de l'incendie mais en tout cas nous n'avons commis aucune faute » : telle est en substance leur conclusion. Voilà ce que des patrons, pour qui les ouvriers ne sont que des outils de production, ont l'audace de dire : ils ne savent rien, sauf qu'ils ne sont pas responsables.

Ces travailleurs sont morts des conditions dans lesquelles ils produisaient pour le profit des patrons. Les mineurs ont multiplié les avertissements pendant des jours. Tout montrait qu'en matière d'insécurité les bornes étaient dépassées. Mais, au lieu de faire le nécessaire, ces patrons ont contraint les travailleurs à continuer de produire. Des changements ont même été introduits, sous prétexte que la production n'allait pas. La quantité de poussière de lignite augmentant à l'intérieur de la mine, la quantité d'oxygène injectée a été augmentée. Il ne manquait plus que l'étincelle et celle-ci n'a pas tardé à surgir, provoquant la catastrophe.

Dès les premiers jours, des dirigeants politiques aux prétendus spécialistes, tous ont déclaré que la mine était parmi les meilleures, les plus modernes, les plus contrôlées. Ils précisent maintenant qu'il en allait autrement pour les autres sociétés sous-traitantes. Mais ces mêmes patrons sans vergogne continuent de montrer tranquillement à la presse les vestiaires lamentables réservés aux ouvriers, en osant déclarer qu'ils ressemblent « à des hôtels de luxe ».

Les proches des mineurs ont attendu pendant des jours, aux entrées de la mine ou aux portes des hôpitaux, les mineurs rescapés ont crié, protesté, manifesté. Ils n'ont eu en réponse que des coups, les canons à eau de la police et certains ont été arrêtés. Mais Alp Gürkan continue de se promener au-dehors, bien propre sur lui !

D'où lui vient cette tranquillité, sinon du seul fait d'être patron ? Un patron qui, aux heures mêmes où les travailleurs perdaient la vie, se réunissait avec des ministres qui ne trouvaient aucun problème à dégager sa responsabilité. Il est de ceux qui savent que les politiciens, les lois, l'État avec sa police et tous leurs hommes travaillent pour eux. Avec les hauts dirigeants de l'État, avec les dirigeants politiques, ceux-ci ont des milliers de liens. Il est de ceux qui peuvent les siffler et dire « c'est à moi » quand il s'agit de la vie des ouvriers et des biens accumulés au prix de leur sueur.

Même pour un travail aussi dur et dangereux que celui de mineur, ces patrons méprisent la vie humaine, les seules mesures qu'ils appliquent sont celles visant à augmenter la production. Les mêmes patrons deux ans auparavant, en modifiant la loi dite de « santé et sécurité des travailleurs » sous le nom de « santé et sécurité au travail », ont obtenu du gouvernement une loi correspondant à leurs désirs. Le gouvernement s'est alors vanté d'avoir su travailler avec les représentants patronaux. Il a dit vrai.

La richesse produite par 5 000 mineurs, dans des conditions très dures et dangereuses, peut aboutir dans les mains d'un seul homme et il peut l'utiliser selon ses souhaits : voilà la logique de ce système. Si les travailleurs avaient donné leur avis, cet argent aurait dû bien sûr servir en priorité à leur sécurité et à protéger leur santé. Au lieu de cela, ce patron l'a utilisé pour édifier un gratte-ciel à Maslak, un quartier de luxe d'Istanbul, un gratte-ciel d'un tel luxe que l'argent utilisé pour un seul de ses étages aurait pu sauver la vie de tous les mineurs. Cette société lui en donne le droit. Voilà pourquoi ce qui s'est produit le 14 mai dans la mine de Soma n'est pas un accident, c'est un crime.

Correspondance Sinif Mücadelesi (Turquie - UCI)

Turquie : un gouvernement doublement assassin

La catastrophe minière de Soma en Turquie qui a tué 301 mineurs continue de mobiliser la population en Turquie. Malgré l'arrestation de responsables de la mine décidée par le gouvernement pour tenter de faire diversion à cette colère, les manifestations se multiplient.



En réprimant l'une d'elles à Istanbul à l'arme à feu, la police a assassiné un manifestant. « Vous êtes des assassins », ont scandé des manifestants en réponse. Au crime des dirigeants de la mine, Erdogan, le chef de l'État turc, ajoute sa part.



Ci-dessus: manifestation de soutien aux mineurs.
A gauche: déploiement de policiers à Istambul.

Ne pas jeter sur la voie publique, svp.